Où va le monde ?

BULLETIN DE SANTÉ. — Novembre, comme les mois qui l'ont précédé, a apporté au monde plus d'agitation et de heurts que de raisons d'espérer ou, pour parler le langage des diplomates, plus de tension que d'apaisements. Fera-t-on la guerre aujourd'hui, demain, après-demain? Les hommes vivent dans cette expectative, mi-sceptiques, mi-résignés. Si l'orage s'apaise, les malins diront, avec un clin d'œil: «Évidemment, c'est trop tôt.» Et si les diplomates militaires s'effaçaient devant les militaires non diplomates, les mêmes s'écrieraient: «C'était sur!» Mais il y a encore beaucoup de bonnes volontés. La radio française nous gratifie, sept heures durant, d'une interminable ode à la paix. Un journal du matin interroge ses lecteurs: «Qu'avez-vous fait pour la paix?» Espérons!

L'ÉLECTION DE M. TRUMAN. — Contre toute attente, contre les statistiques de M. Gallup, M. Truman l'a emporté sur M. Dewey. Élu dans l'ombre de Roosevelt, l'homme qui, à la mort de celui-ci, «reçut le pouvoir en tremblant» ne jouissait pas d'un très grand prestige. La classe ouvrière a cependant, comme on le sait, voté en sa faveur sur le conseil des syndicats.

Signalé à l'attention des travailleurs par la loi Taft-Hartley, le candidat républicain, représentant traditionnel du grand commerce et de la grande industrie, s'est bien gardé pendant sa campagne électorale d'exposer son programme antisocial. Mais ses électeurs n'observaient pas le même silence. Dès lors les partisans de M, Truman eurent beau jeu.

En ce qui concerne la politique intérieure des U.S.A., l'élection de M. Truman pourrait permettre certaines conquêtes ou reconquêtes syndicales. Le secrétaire d'État au Travail annonçait le 9 novembre que le Congrès serait certainement appelé à voter l'abrogation de la loi Taft-Hartley. Il signalait en même temps la restauration de la clause

d'affiliation syndicale obligatoire (*closed shop) dans une industrie donnée comme condition préalable à l'embauchage. Nous avouons d'ailleurs ne pas partager l'enthousiasme des syndicats américains pour cette disposition. Pour nous, la liberté de se syndiquer entraîne celle de ne pas se syndiquer. Si les syndicats américains étaient un jour «colonisés», les ouvriers des U.S.A. partageraient certainement notre avis.*

En politique étrangère, l'élection de M. Truman pourrait bien être suivie de rencontres spectaculaires, Le projet d'une démarche à Moscou de M. Fred Vinson, qui avait rencontré l'opposition des militaires et de M. Marshall, a été repris. L'objet de ce voyage se devine dans cette déclaration du président: «Je me demande si l'attitude des dirigeants soviétiques ne reflète pas un malentendu dans leur esprit, si grave que nous serions coupables de négligence si nous ne tentions pas tout ce qui pourrait servir à le dissiper.» L'Angleterre, par la voix de son premier ministre, s'élève contre cette prétention de tentative de règlement à deux des antagonismes mondiaux. Une détente sérieuse aboutissant à un modus vivendi aurait évidemment pour effet de priver le Conseil des Cinq de Bruxelles des crédits américains nécessaires à la constitution de la fameuse armée européenne. M. Truman passera-t-il outre? Il a promis aux Américains *a durable peace in the world*.

Acceptons-en l'augure.

STRATÉGIE DES GRANDS. — Chacun des deux Grands voudrait bien, et espère, faire l'économie d'une guerre. Et chacun cependant se comporte comme si le conflit lui apparaissait inévitable.

M. Truman déclare: « Tous mes efforts seront consacrés à la paix du monde.» Dans une interview accordée à la *Pravda*, Staline proclame le besoin et la volonté de l'U.R.S.S. de résoudre pacifiquement la crise des relations Est-Ouest.

Toutefois, et pour l'immédiat, les Cinq de Bruxelles se

donnent un état-major commun (les U.S.A. devant fournir les crédits). Chapeautant le tout, un Pacte Atlantique se dessine: les mêmes plus les U.S.A. Plus quelques autres qu'on intégrera le moment venu: l'Italie (c'est si peu de chose), les Scandinaves (s'ils veulent bien), l'Espagne (le fruit est encore vert), le Portugal, l'Allemagne (d'où nécessité de restaurer son potentiel militaire par la restitution de la Ruhr, ce qui provoque les protestations indignées de la France).

Mais il y a des aléas. Une position de repli est donc adoptée. La défense de l'Europe repose sur deux têtes de pont solides: la Grande-Bretagne et la péninsule ibérique. À défaut de l'Espagne (il faut persuader l'Angleterre et la France), le Portugal suffirait. Le 8 octobre, le Portugal dépêche à Londres un général dont l'arrivée est claironnée par la B.B.C. Le 15 novembre, le général américain Kuter, chef de l'A.T.C., s'entretient à Lisbonne avec le général Sintra, chef de l'aviation portugaise.

Les militaires sont pressés et ne peuvent guère compter sur la France, où les «Sénégalais» de M. Staline entretiennent une agitation permanente. La C.G.T. perd ses adhérents, mais le Kremlin est parvenu à ses fins. Le gouvernement Queuille l'a si bien compris qu'il a fait intervenir des tanks dans le conflit des mineurs. L'excès de tels moyens ne fera que fortifier le sentiment américain sur la faiblesse stratégique de la France.

La guerre froide revêt d'ailleurs des aspects curieux. À Ceylan, l'U.R.S.S. tente à coups de dollars de souffler aux U.S.A. la récolte de caoutchouc: 80.000 tonnes. Les cours étant fixés par accords internationaux, il faut aux négociateurs américains une décision du Congrès pour suivre les surenchères russes.

On passe ainsi du bouton de guêtre au pneu de voiture. Tous les efforts seront faits pour qu'au jour J il n'en manque pas

un.

LE PROBLÈME DE BERLIN. — C'est une querelle de sourds, comme pour la bombe atomique ou le désarmement. «Levée du blocus d'abord. Introduction du mark oriental à Berlin ensuite», disent les Américains. Les Russes reprennent la proposition en la renversant.

La bonne monnaie chassant la mauvaise, ainsi que le constatent les économistes, le mark occidental compromet à Berlin les intérêts russes.

On n'est pas près d'en sortir. Le 26 octobre, les Américains vont l'emporter au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Mais Vychinski oppose le veto russe. Le même jour, une information paraît à Berlin dans le journal *Montagsecho* (licence soviétique), information suivant laquelle les communistes allemands prévoient un départ prochain des troupes russes. Le 2 novembre, une dépêche de Washington fait connaître qu'on envisagerait, dans l'entourage de Truman et Marshall, d'offrir aux autorités soviétiques le retrait simultané de toutes les troupes d'occupation en Allemagne.

Partiront, partiront pas? Ne craignons, ou plutôt n'espérons rien! Depuis quand dégarnit-on les frontières?

Le 7 novembre, M. Bramuglia déclare vouloir reprendre le problème sur de nouvelles bases. En proposant une mise en circulation progressive de la monnaie soviétique tandis que les Russes permettraient le passage d'un nombre croissant de trains, le délégué argentin espère obtenir l'accord des Grands.

Le 15 novembre, nouvelle intervention. MM. Evatt et Trygve Lie demandent aux Grands de prendre toutes mesures pour résoudre la question de Berlin. Autrement dit le problème posé au Conseil de Sécurité par les Occidentaux serait renvoyé aux Quatre, qui n'ont pas réussi à se mettre d'accord. M. Bramuglia n'est pas très content. Les Occidentaux non plus. Si

le Conseil de Sécurité sort de l'impasse, les grandes puissances s'y retrouvent seules.

Pour régler le problème, M. Vinson ira-t-il à Moscou? Staline ira-t-il à Washington? Téhéran, Potsdam?...

La Paix est dans les fers.

LA PALESTINE. — Le comte Bernadotte, médiateur de l'O.N.U., avait recommandé au Conseil de Sécurité certaines modifications au plan de partage. Le Neguev, notamment, devait être retiré aux Israéliens. Or le Neguev est pour les Juifs une terre de peuplement et doit leur permettre d'accroître fortement dans les dix années à venir la population du nouvel État. Bernadotte a payé de sa vie ce que certains ont estimé être une trop fidèle soumission aux intérêts britanniques.

Condamné sur le plan moral pour n'avoir pas su éviter l'attentat, le gouvernement juif a rétabli complètement sa position sur le plan militaire. Le Neguev a été conquis, la Galilée envahie et les armées arabes ne peuvent plus l'emporter sans une aide extérieure.

On ne parle plus, cette fois, de trêve, mais d'armistice. La condition imposée serait le retrait des troupes israéliennes engagées dans le Neguev. Mais les Juifs n'ont pas consenti des sacrifices dans le combat, ni encouru la réprobation générale en laissant tuer le médiateur, pour retirer finalement leurs troupes à la demande de l'O.N.U. La menace de sanctions économiques est une plaisanterie, le nouvel État n'ayant probablement pas eu beaucoup de temps pour nouer des relations économiques. Le Conseil de Sécurité, en raison de la division des Grands, ne réglera pas plus le problème palestinien que les autres, et les Arabes, malgré leur répugnance, finiront par négocier avec les Israéliens.

EXTRÊME ORIENT. — La Chine de Tchang Kaï Chek paraît s'effondrer. Volée, pillée, soumise à toutes les exactions des gouverneurs et généraux, supportant la guerre sur son sol

depuis seize ans et une misère noire, elle semble s'évanouir comme fumée au vent. Les armées de Mao avancent, avancent et des troupes nationalistes chargées de les combattre s'y agglomèrent. En 1945 la Chine de Tchang comptait parmi les cinq Grands.

Verrons-nous se reconstituer l'empire de Genghis Khan? Est-ce dans cette éventualité que les autorités américaines viennent de libérer les trusts japonais de tout contrôle gouvernemental? Les Japs dans le camp occidental, qui l'eût cru?

Mao s'est défendu d'être d'obédience moscoutaire.

Nous saurons bientôt ce qu'en pense Staline.

Zimmer

DERNIÈRE HEURE. — Le département d'État américain vient brusquement de sortir de sa «torpeur» sous la pression croissante des militaires et des républicains. (À quoi pensait Staline en faisant, grâce à Wallace, le jeu de Dewey?)

Ce n'est pas encore la guerre U.S.A. contre communistes chinois. Mais cela pourrait bien aboutir à une intervention grave.